



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25/26, Rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 23/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DPSPC**

150 avenue Yves Farge  
ZI des Yvaudières  
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : 2024-344  
Code AIOT : 0010000683

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement DPSPC implanté 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DPSPC
- 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps

- Code AIOT : 0010000683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Dépôt Pétrolier de Saint-Pierre-des-Corps (DPSPC) exploite des activités de remplissage, stockage et distribution d'hydrocarbures liquides dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps.

Le dépôt est implanté sur deux terrains, un de 30 000 m<sup>2</sup> (dépôt Ouest, créé en 1954) et un de 45 000 m<sup>2</sup> (dépôt Est, créé en 1972), reliés par une nappe de cinq canalisations enterrées.

L'approvisionnement s'effectue par le pipeline TRAPIL. Pour la livraison des produits pétroliers, le site dispose de quais de chargement de camions-citernes en dôme et en source (4 postes sources et 1 dôme avec 2 postes). Les chargements sont réalisés seulement sur le dépôt Ouest.

Le dépôt pétrolier exploité par la société DPSPC est réglementé au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/08/2017 actualisant la situation administrative et prescrivant la mise en place de mesures de maîtrise des risques.

L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié s'applique également aux activités exercées par la société DPSPC ainsi que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels et l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Remise en service bac n°34	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Etat des matières stockées – mentions de dangers	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
4	Dispositif de respiration des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Chargement : émissions de COV : flux de référence	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Maintenance arrête-flammes URV et bras de récupération des vapeurs aux PCC	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.2.7	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
11	Stockages LI :	Arrêté Ministériel	Susceptible de suites	Demande de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	COV : émissions diffuses	du 03/10/2010, article 47		justificatif à l'exploitant	
12	Stockages LI : COV : émissions diffuses : facteur de réduction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 48-2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
14	Terminaux d'essence : stockages : toit flottant	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 49-3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Scenarios du POI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
17	Plaquette PPI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
18	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
19	Étude inondation : conséquence d'une inondation sur les réservoirs	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
20	Étude inondation : recommandations	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
21	Test d'équipement de sécurité - feu de bac 32	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.20.9.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
22	Entretien du forage	AP Complémentaire du 25/08/2017,	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		article 4.1.3.2			
24	Rejets aqueux - respect des VLE	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.3.9.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
25	Entretien des réseaux de collecte	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.2.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
26	Entretien des séparateurs	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.3.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
29	Gestion des incidents - Identification	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5, modifié é par l'arrêté ministériel du 28/02/2022	/	Demande d'action corrective	2 mois
30	Gestion des incidents - Hiérarchisation	Code de l'environnement du 27/03/2014, article R. 512-69	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Permis feu - Surveillance post-opératoire	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Chargement : COV : quantification des émissions canalisées et	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 40	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	diffuses			
7	Chargement des terminaux d'essence : URV : valeur de rejet	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article Annexe 2 Point B	Susceptible de suites	Sans objet
8	Chargement : hauteur des débouchés des rejets canalisés	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 43	Susceptible de suites	Sans objet
10	Stockages LI : COV : inventaire des sources d'émission	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44	Susceptible de suites	Sans objet
13	Terminaux d'essence : stockages LI : peinture des parois et toit externes	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 49-1	Susceptible de suites	Sans objet
16	Exercices POI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	Susceptible de suites	Sans objet
23	Suivi des eaux souterraines	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 8.2.1.2	/	Sans objet
27	Isolement des réseaux de collecte	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.3.4	/	Sans objet
28	Présence de produit absorbants	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 36	/	Sans objet
31	Test d'équipement de sécurité - NH/NTH du bac 32	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.8.13	/	Sans objet
32	Test d'équipement de sécurité - AU PCC	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.16	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en service bac n°34

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I et réservoir de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;</li><li>-une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;</li><li>-des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;</li><li>-le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;</li><li>-des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.</li></ul> <p>Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : <i>L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la remise en service du bac n°34.</i></p> <p>La remise en service du bac n°34 n'a pas été réalisée au jour de l'inspection. Ce bac n'est pas utilisé (constat du volume de 0 m<sup>3</sup> indiqué dans le récapitulatif de téléjaugage du 27/03/2024 à 09h16).</p> <p><b>[PdC n°1] L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la remise en service du bac n°34.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 2 : Permis feu - Surveillance post-opératoire**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sous-traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : <i>La réalisation d'une surveillance post-opératoire lors d'un permis feu (visite 2 h après la fin des travaux par point chaud) doit être tracée dans le logiciel GUARDTECH.</i></p> <p>Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué qu'en fonction du type de travaux réalisés, le logiciel GUARDTECH peut être utilisé pour informer les agents de surveillance des zones de travaux soumis à permis de feu. Une copie d'écran de la consigne temporaire a été transmise.</p> <p><b>L'écart précédemment identifié est levé.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Etat des matières stockées – mentions de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks



<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : <i>L'état des stocks synthétique ne fait pas apparaître les mentions de danger des produits stockés. Le bac 34 doit être identifié lisiblement dans le schéma des stockages associé à l'état des stocks.</i></p> <p>Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que l'état des stocks sera mis à jour avec les mentions de dangers ainsi qu'avec les bacs 32 et 34 identifiés.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant a présenté l'état des stocks en date du 26/03/2024 à 18:03. Les pictogrammes de danger des produits stockés sont représentés mais pas les mentions de dangers (à noter que plusieurs mention de dangers peuvent être couvertes par un même pictogramme). L'ensemble des réservoirs est clairement identifié dans les schémas associés.</p> <p><b>[PdC n°3] L'état des stocks synthétique ne fait pas apparaître les mentions de danger des produits stockés.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

N° 4 : Dispositif de respiration des réservoirs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réservoirs aériens de LI : dispositif de respiration

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs à toit fixe et les réservoirs à écran flottant sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu à l'article 28 du présent arrêté.

Lorsque les zones de dangers graves pour la vie humaine, par effets directs ou indirects, liées à un phénomène dangereux de pressurisation de réservoir sortent des limites du site, l'exploitant met en place des événements dont la surface cumulée  $S_e$  est à minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1.

Les dispositions du présent article ne sont néanmoins pas applicables :

- aux réservoirs d'un diamètre supérieur ou égal à 20 mètres ;
- aux réservoirs dont les zones de dangers graves pour la vie humaine hors du site, par effets directs et indirects, générées par une pressurisation de bac :
- ne comptent aucun lieu d'occupation humaine et ne sont pas susceptibles d'en faire l'objet soit parce que l'exploitant s'en est assuré la maîtrise foncière, soit parce que le préfet a pris des dispositions en vue de prévenir la construction de nouveaux bâtiments, et ;
- ne comptent aucune voie de circulation ou seulement des voies de circulation pour lesquelles les dispositions des plans d'urgence prévoient une interdiction de circuler.

**Constats :**

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : *L'exploitant doit justifier de la cohérence entre le recensement des événements utilisés pour le calcul de la section totale des événements indiqué dans l'étude de dangers (chapitre 3.3.1.2) et la situation réelle sur le site pour chaque réservoir. Pour les réservoirs dont le nombre d'événements est différent de celui utilisé dans le calcul de l'étude de dangers, l'exploitant doit justifier que leur surface est suffisante et ne remet pas en cause les conclusions de l'étude de dangers concernant leur dimensionnement.*

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que des mesures ont été réalisées afin de vérifier la conformité des événements et les résultats ont été transmis (rapport SECOMOC DONGES du 20/06/2023). La section totale réelle a été comparée à la section minimale attendue selon l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 (sauf pour le réservoir 35, pour lequel elle n'a pas été calculée) : elle est inférieure pour les réservoirs 1, 31, 32, 33 et 34. A noter que les réservoirs 31, 32, 33 et 35 ont un diamètre de plus 20 mètres.

L'exploitant précise que les réservoirs concernés seront rajustés lors des prochaines opérations décennales.

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant indique que certains événements n'ont pas été

pris en compte, les résultats restent à consolider. Le calcul de la section minimale n'a pas fait l'objet d'une vérification lors de la présente visite d'inspection.

**[PdC n°4] La section totale réelle est inférieure à la section minimale attendue selon l'arrêté ministériel du 03/10/2010 pour les réservoirs 1, 31, 32, 33 et 34.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit consolider le recensement des événements pour chaque réservoir, et il transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action pour la mise en conformité des réservoirs dont la section totale des événements est insuffisante.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 5 : Chargement : COV : quantification des émissions canalisées et diffuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 40

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise une quantification des émissions canalisées et diffuses de COV lorsque les quantités annuelles chargées par voie terrestre (route, chemin de fer ou voie de navigation intérieure), sur l'ensemble des installations du site, sont supérieures aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous.

[...]

Les résultats de cette quantification sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre du dossier prévu à l'article 39 du présent arrêté.

[...]

L'exploitant quantifie les émissions diffuses des installations de chargement :

☐ soit en utilisant la méthode simplifiée donnée en annexe 1 du présent arrêté ;

☐ soit en utilisant une autre méthode (issue par exemple de l'US Environmental Protection Agency ou du Concawe). Le préfet peut demander que les résultats de la première application de cette méthode à l'installation concernée après la publication du présent arrêté fassent l'objet d'une tierce expertise transmise à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : *L'exploitant doit remettre à jour les tableaux de calcul des émissions diffuses et canalisées des COV issues des installations de chargement des camions (volumes d'essence chargés, valeur moyenne journalière...) et préciser si les émissions de COV liées au chargement d'éthanol et des additifs sont comptabilisées ou non dans le calcul de 2021.*

L'exploitant a apporté des réponses par courrier du 29/06/2023.

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, le tableau de calcul des émissions diffuses et canalisées des COV issues des installations de chargement des camions pour l'année 2023 a été présenté.

Le volume indiqué pour les sorties d'essence en 2023 est cohérent avec celui extrait du logiciel de gestion du dépôt Petroview (80 273 m<sup>3</sup>). La valeur indiquée pour les rejets de l'URV est cohérente avec celle extraite du logiciel de gestion de l'URV (1,9 tonnes).

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Chargement : émissions de COV : flux de référence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Dès lors que l'installation charge annuellement par voie routière ou ferroviaire plus de 20 000 tonnes de liquides inflammables, à pression de vapeur saturante à 20 °C supérieure à 6 kilopascals, susceptibles de générer :

[...]

- un mélange de COV auquel est attribué au moins une des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou au moins une des phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 ;

[...]

tout ou partie des émissions de COV sont :

- récupérées par une URV répondant aux dispositions des points c, d et e de l'article 42 du présent arrêté ;

- canalisées et traitées conformément aux dispositions des points a, b, c et d de l'article 42 du

présent arrêté, de sorte que le flux résiduel, émis annuellement pour chacune des émissions de COV concernées, ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence.

[...]

#### Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : *Le flux de référence n'a pas été calculé par l'exploitant. L'exploitant ne peut pas démontrer que le flux résiduel émis annuellement de COV ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence.*

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a donné la valeur du flux de référence pour l'année 2021, il a précisé que le flux résiduel de COV émis représente 2,85% de ce flux.

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, le tableau de calcul des émissions diffuses et canalisées des COV issues des installations de chargement des camions pour l'année 2023 a été présenté. Le flux de référence, correspondant aux émissions de COV concernés par l'article 41-4 si l'ensemble des opérations de chargement réalisées annuellement sur le site sont effectuées en dôme sans mise en œuvre de mesures de réduction (récupération ou traitement), n'y figure pas.

**[PdC n°6] Le flux de référence n'a pas été calculé par l'exploitant. L'exploitant ne peut pas démontrer que le flux résiduel émis annuellement de COV ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 7 : Chargement des terminaux d'essence : URV : valeur de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article Annexe 2 Point B

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions COV : concentration horaire moyenne des vapeurs échappement URV

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### Prescription contrôlée :

B. Objectifs de réduction des émissions de COV des terminaux

B1. Les vapeurs générées par déplacement au niveau de la citerne en cours de chargement par voie terrestre sont renvoyées vers une URV pour un traitement dans le terminal.

[...]

B2. La concentration horaire moyenne des vapeurs dans les échappements des URV, corrigée pour dilution lors du traitement, n'excède pas 35 grammes par normaux mètres cubes.

L'exploitant fait en sorte que les méthodes et la fréquence des mesures et des analyses soient établies.

Les mesures sont effectuées pendant une période de sept heures au minimum.

Les mesures sont continues ou discontinues. Lorsqu'elles sont discontinues, il est effectué au moins quatre mesures par heure.

L'erreur de mesure totale résultant de l'équipement employé, du gaz d'étalonnage et du procédé utilisé ne dépasse pas 10 % de la valeur mesurée.

L'équipement employé permet de mesurer des concentrations au moins aussi faibles que 3 grammes par normaux mètres cubes.

La précision de mesure est supérieure à 95 % de la valeur mesurée.

#### Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : *Des dépassements de la concentration horaire moyenne des vapeurs dans les échappements de l'URV ont été constatés en 2021 (27/02/2021 : 44,75 g/Nm<sup>3</sup> indiqués dans l'extraction du logiciel GESCOM, 28/02/2021 : 45,26 g/Nm<sup>3</sup> indiqués dans l'extraction du logiciel GESCOM).*

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que les dépassements constatés correspondent à des anomalies de mesures correspondant à une présence de vapeur statique et non à un flux car l'URV n'est pas en fonctionnement le samedi après-midi et le dimanche (pas de chargement). Ces dépassements ne sont pas pris en compte par le logiciel dans le calcul de la durée pendant laquelle la concentration moyenne horaire des émissions de COV est supérieure à 35 g/Nm<sup>3</sup>.

L'écart précédemment identifié est levé.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Chargement : hauteur des débouchés des rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 43

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions canalisées de composés organiques volatils

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La hauteur des débouchés des rejets canalisés (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée en fonction du niveau des émissions canalisées de COV à l'atmosphère et en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.</p> <p>Elle est fixée par l'arrêté d'autorisation d'exploiter ou un arrêté préfectoral complémentaire, éventuellement au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site. Cette étude est obligatoire pour les rejets qui dépassent 150 kg/h de COV canalisés ou 20 kg/h dans le cas des COV mentionnés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. Pour les installations nouvelles, cette hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : <i>La hauteur du débouché de l'URV n'a pas été communiquée lors de l'inspection.</i></p> <p>Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que la hauteur du débouché de l'URV a été mesurée, elle est de 8 mètres.</p> <p><b>L'écart précédemment identifié est levé.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Maintenance arrête-flammes URV et bras de récupération des vapeurs aux PCC**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des arrêtes flammes URV et bras de récupération des vapeurs</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Prescription confidentielle.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : <i>Absence de réalisation du contrôle des arrêts de flamme situés en entrée et sortie URV depuis la mise en fonctionnement de l'URV (2001).</i></p> <p>Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué qu'une demande de budget pour 2024 va être faite afin de contrôler les deux arrêts de flammes URV et que la fréquence préconisée par les procédures internes est de 5 ans.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant précise que la commande n'a pas encore été réalisée.</p> <p><b>[PdC n°9] Absence de réalisation du contrôle des arrêts de flamme situés en entrée et sortie URV depuis la mise en fonctionnement de l'URV (2001).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°9] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

**N° 10 : Stockages LI : COV : inventaire des sources d'émission**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour quantifier et limiter les émissions de COV de ses installations en considérant les techniques les plus efficaces pour la protection de l'environnement dans son ensemble, dans des conditions économiquement et techniquement viables sans prescrire l'utilisation d'une technique ou d'une technologie spécifique et en prenant en considération les caractéristiques de l'installation concernée, son implantation géographique et les conditions locales de l'environnement.</p> <p>L'exploitant réalise un inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus. La liste des sources d'émission est actualisée annuellement et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p>



Pour les réservoirs de stockage, l'inventaire contient également les informations suivantes : volume, produit stocké, équipement éventuel (par exemple toit flottant ou écran flottant) et des informations sur le raccordement éventuel à un dispositif de réduction des émissions.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier contenant les schémas de circulation des liquides inflammables dans l'installation, la liste des équipements inventoriés et ceux faisant l'objet d'une quantification des flux de COV, les résultats des campagnes de mesures et le compte rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées.

#### Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : *L'exploitant doit préciser quelle hauteur et quel volume sont utilisés dans le fichier de calcul des émissions de COV des stockages du dépôt (NH, niveau d'exploitation, volume du bac, volume d'exploitation, volume au NH, volume barémé). La capacité d'essence du dépôt présente également des incohérences vis-à-vis de l'étude de dangers.*

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a apporté les précisions demandées.  
Par ailleurs, les hauteurs ont été modifiées dans le fichier de calcul des émissions de COV.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Stockages LI : COV : émissions diffuses

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 47

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions diffuses de composés organiques volatils

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### Prescription contrôlée :

Les émissions diffuses des réservoirs de stockage sont évaluées pour les réservoirs correspondant aux critères du tableau suivant :

CATÉGORIE DE LIQUIDE (pression de vapeur saturante Pv exprimée à 20 °C)	VOLUME DU RÉSERVOIR au-delà duquel les émissions sont quantifiées
--	--

Catégorie A	10 m <sup>3</sup>
Catégorie B à Pv > 25 kPa	10 m <sup>3</sup>
Liquide de première catégorie à 16 kPa < Pv ≤ 25 kPa	50 m <sup>3</sup>
Liquide de première catégorie à 6 kPa < Pv ≤ 16 kPa	100 m <sup>3</sup>
Liquide de première catégorie à 1,5 kPa < Pv ≤ 6 kPa	500 m <sup>3</sup>
Liquide de première catégorie à Pv ≤ 1,5 kPa	1 500 m <sup>3</sup>

L'exploitant quantifie les émissions diffuses des réservoirs de stockage :

- soit en utilisant les méthodes données en annexes 2, 3 et 4 du présent arrêté ;
- soit en utilisant une méthode issue de l'US EPA (US Environmental Protection Agency). Les résultats de la première application de cette méthode au réservoir concerné après la publication du présent arrêté peuvent faire l'objet d'une tierce expertise transmise à l'inspection des installations classées.

Les éléments relatifs à la quantification des émissions diffuses de COV sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre du dossier prévu à l'article 44 du présent arrêté.

Cette disposition ne s'applique pas aux établissements réalisant l'évaluation des émissions par le biais du plan de gestion des solvants prévu à l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

#### Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : *L'exploitant doit justifier le choix de la méthode de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 utilisée pour évaluer les émissions diffuses des bacs de stockage du dépôt et mettre à jour le dossier de quantification des émissions de COV du dépôt le cas échéant.*

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que les conditions de la méthode de l'annexe 2 correspondent à la situation de DPSPC pour la majorité des réservoirs. Néanmoins, sur certains

réservoirs le taux de rotation annuel de produit est supérieur à 36 ou la hauteur moyenne de liquide est inférieure à 40 % de la hauteur de la partie cylindrique du réservoir, aussi l'exploitant indique que la méthode de calcul sera revue pour les prochaines années.

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, le tableau de calcul des émissions diffuses et canalisées des COV issues des installations de stockage pour l'année 2023 a été présenté. La méthode de calcul de l'annexe 2 a été utilisée pour l'ensemble des réservoirs. Le fichier précise le taux de rotation, mais il ne présente pas d'information sur la hauteur moyenne de liquide et pour les réservoirs à toit flottant interne, la comparaison entre le nombre de jambes de toit et de colonnes de toit réel et la valeur conseillée par la méthode EPA. Le domaine d'application de la méthode de calcul ne peut donc pas être vérifié.

[PdC n°11] L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le choix de la méthode de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 utilisée pour évaluer les émissions diffuses des bacs de stockage du dépôt.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°11] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 12 : Stockages LI : COV : émissions diffuses : facteur de réduction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 48-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions diffuses de composés organiques volatils

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

48-2. Les pourcentages de réduction exprimés ci-dessus sont remplacés par les pourcentages définis dans le tableau suivant dès lors que le rejet dépasse 2 tonnes par an pour les réservoirs contenant des liquides dont la pression de vapeur saturante à 20 °C est supérieure à 50 kilopascals ou lorsque le rejet de composés est supérieur à 200 kilogrammes par an pour les émissions de COV ou mélanges de COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 ou des composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68, ainsi que des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

[tableau]

**Constats :**

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : *L'exploitant n'a pas comparé les émissions des bacs de stockage avec les valeurs limites d'émissions précisées dans l'article 48 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 pour les bacs 8, 10 et 11 (l'objectif de réduction des émissions de COV n'est pas calculé).*

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, le tableau de calcul des émissions diffuses et canalisées des COV issues des installations de stockage pour l'année 2023 a été présenté. Le pourcentage de réduction minimal à atteindre par rapport à la valeur de référence est respecté pour les réservoirs 8, 10, 11, 23 et 25. Pour le réservoir 24, le pourcentage de réduction (85%) n'atteint pas le pourcentage de réduction déterminé à l'article 48-2 (87%). L'exploitant n'a pas déterminé d'actions de réduction des émissions pour ce réservoir.

**[PdC n°12] Les émissions diffuses de COV pour le réservoir 24 dépassent la valeur limite.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°12] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 13 : Terminaux d'essence : stockages LI : peinture des parois et toit externes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 49-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions diffuses de composés organiques volatils

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs disposent de parois et d'un toit externes en surface recouverts d'une peinture d'un coefficient de chaleur rayonnée totale supérieur ou égal à 70 %.  
[...]

**Constats :**

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : *L'exploitant doit justifier le coefficient de chaleur rayonnée de la peinture des bacs 8, 10, 11, 23, 24 et 25.*

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que les réservoirs ont été peints avec une

<p>peinture blanc mat. Il a transmis un courrier de la société JOTUN indiquant que le coefficient de réflexion de la chaleur du HARDTOP FLEXI RAL 9001 est supérieur à 70 %.</p> <p><b>L'écart précédemment identifié est levé.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Terminaux d'essence : stockages : toit flottant**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 49-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses de composés organiques volatils</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>49-3. Les réservoirs à toit fixe existants « et ne répondant pas au point 49-2, » sont :</p> <p>a) Reliés à une URV conformément aux dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté du 8 décembre 1995 susvisé, ou</p> <p>b) Equipés d'un toit flottant interne doté d'un joint primaire conçu de manière à permettre une retenue des vapeurs globales de 90 % ou plus par rapport à un réservoir comparable à toit fixe sans dispositif de retenue des vapeurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : <i>L'exploitant doit justifier le coefficient de retenue réelle globale des vapeurs du joint primaire équipant les bacs dotés d'un toit flottant interne.</i></p> <p>Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a transmis un plan du réservoir 11 en indiquant que cela correspond au type de joint des réservoirs à écran flottant (JL/JS). Il n'est pas précisé de coefficient de retenue réelle globale des vapeurs du joint.</p> <p>D'après le tableau en annexe II de l'arrêté ministériel, il s'agit du type de joint avec le coefficient de perte F le plus faible. A noter, d'après le fichier de calcul des émissions de COV, que ce type de joint correspond au joint des réservoirs 8 et 11 uniquement.</p> <p><b>[PdC n°14] L'exploitant n'a pas pu démontrer l'efficacité du joint primaire en terme de retenue des vapeurs de COV.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat [PdC n°14] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

#### N° 15 : Scenarios du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] [Le POI] est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers [...]</p> <p>Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : <i>Les fiches scenario du POI ne reprennent pas l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers.</i></p> <p>Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que le compartiment A1 n'est pas un compartiment au sens réglementaire, c'est donc la raison pour laquelle il n'apparaît pas dans un scénario du POI. Néanmoins, il n'a pas apporté de réponse concernant l'absence des scenario feu de nappe des canalisations.</p> <p><b>[PdC n°15] Les fiches scenario du POI ne reprennent pas l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°15] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 16 : Exercices POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/05/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie, doivent être organisés une fois par an en concertation entre l'exploitant, l'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p>L'entreprise voisine MULTI PACKAGING SOLUTIONS est incluse dans le POI élaboré par l'exploitant. Les procédures de gestion des situations d'urgence et les consignes générales d'intervention sont mises en cohérence et en particulier, les conditions suivantes sont respectées : [...] L'exploitant organise régulièrement un exercice commun de POI et a minima avec une fréquence annuelle.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : <i>L'exploitant pourrait utilement procéder à des exercices en dehors des heures d'ouverture. L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter un justificatif de la réalisation d'un exercice en commun avec la société MPS une fois par an.</i></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant a présenté le compte-rendu d'exercice réalisé de en commun avec la société MPS en date du 06/11/2023.</p> <p>Il précise qu'un exercice hors heures ouvrées sera réalisé en 2024.</p> <p><b>L'écart précédemment identifié est levé.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Plaque PPI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information préventive des population
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

En liaison avec le Préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquettes d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) ou aux populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations. [...] Cette information est renouvelée tous les 5 ans et à la suite de toute modification notable. [...]

#### **Constats :**

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : *La plaquette d'information à destination des populations n'a pas été renouvelée depuis plus de 5 ans.*

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que la plaquette PPI est en cours de finalisation et qu'elle sera transmise pour validation à la préfecture avant diffusion.

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, il précise que la plaquette est finalisée suite aux retours de la Préfecture (mail du 30/11/2023). Il prévoit de contacter la mairie de Saint-Pierre-des-Corps afin de prévoir une diffusion.

**Dans l'attente de la diffusion de la plaquette, l'écart est maintenu.**

**[PdC n°17] La plaquette d'information à destination des populations n'a pas été renouvelée depuis plus de 5 ans.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°17] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

#### **N° 18 : État des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...] L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : <i>L'exploitant dispose d'un état des matières stockées à jour, il n'est cependant pas référencé dans le POI.</i></p> <p>Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué qu'il sera fait référence de l'état des stocks dans la fiche technique « données réservoirs de stockage » lors de la prochaine mise à jour du POI,</p> <p><b>[PdC n°18] L'exploitant dispose d'un état des matières stockées à jour, il n'est cependant pas référencé dans le POI.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°18] formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

N° 19 : Étude inondation : conséquence d'une inondation sur les réservoirs

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NATECH, risque inondation</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 05/05/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>L'exploitant prend toute disposition pour pouvoir en cas de montée des eaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement ;</li> <li>- arrêter et mettre en sécurité ses installations [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : <i>L'absence de conséquence sur les réservoirs en cas d'inondation n'est pas justifiée. Le remplissage des réservoirs en eau en cas d'inondation n'est pas détaillé.</i></p> <p>Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que la consigne en cas d'inondation va être révisée afin d'intégrer la méthodologie de remplissage des réservoirs.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant a déclaré que la mise à jour n'a pas encore été réalisée.</p> <p><b>[PdC n°19] L'absence de conséquence sur les réservoirs en cas d'inondation n'est pas justifiée. Le remplissage des réservoirs en eau en cas d'inondation n'est pas détaillé.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°19] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

**N° 20 : Étude inondation : recommandations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NATECH, risque inondation</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour pouvoir en cas de montée des eaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement ;</li> <li>- arrêter et mettre en sécurité ses installations [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : *L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la mise en place des recommandations issus de l'étude inondation. De plus, il doit justifier le caractère suffisant de la cuve d'additif n°102 (non cerclée) et s'assurer de la bonne vérification de l'ancrage des cuves d'additifs.*

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant a indiqué que la mise en place de la plateforme refuge dans le bâtiment F est en cours. Il précise que la surveillance du cerclage a été intégrée aux visites PM2I de février 2024 (en attente des résultats). Il n'a pas apporté d'éléments complémentaires concernant la cuve d'additif n°102 (non cerclée).

**[PdC n°20]** L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la mise en place des recommandations issus de l'étude inondation. De plus, il doit justifier le caractère suffisant de la cuve d'additif n°102 (non cerclée) et s'assurer de la bonne vérification de l'ancrage des cuves d'additifs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°20] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 21 : Test d'équipement de sécurité - feu de bac 32**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.20.9.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Test d'équipement de sécurité

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Prescription confidentielle.

**Constats :**

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé lors d'un test du bon déclenchement du scénario "feu de la sous-cuvette n°2" : *une buse de la couronne du réservoir 32 ne fonctionne pas.*

L'exploitant a indiqué que la maintenance corrective a été réalisée pour la buse concernée.

Un test du bon déclenchement du scénario "feu de bac 32" a été réalisé lors de la visite

d'inspection. Le test est concluant (voir détails en partie confidentielle du présent rapport), il a cependant été constaté sur site qu'une des buses de la couronne du bac n°32 n'a pas fonctionné.

**[PdC n°21] Une buse de la couronne du réservoir 32 ne fonctionne pas.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°21] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

#### **N° 22 : Entretien du forage**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.1.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

[...] L'ouvrage doit faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le registre de suivi de la consommation en eau du site. Au total pour l'année 2023, il a été prélevé 2 230 m<sup>3</sup> (forage) et 885 m<sup>3</sup> (réseau AEP). Il a indiqué qu'il n'a pas été réalisé d'inspection du forage depuis plus de dix ans.

**[PdC n°22] Le forage ne fait pas l'objet d'une inspection périodique au minimum tous les dix ans.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°22] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/08/2017, article 8.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Semestriellement, en « hautes eaux » et « basses eaux », les niveaux piézométriques sont relevés afin de caractériser le sens privilégié d'écoulement des eaux souterraines. Des prélèvements semestriels sont effectués dans la nappe, au niveau des ouvrages permettant une surveillance optimale dont l'objet est d'identifier en toute circonstance une migration éventuelle de polluants. Les phénomènes de dispersion et diffusion, verticaux et horizontaux sont notamment pris en considération.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances suivantes, dans le respect des normes mentionnées et indiquées à l'annexe I.a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, ou équivalentes :</p> <p>pH DCO DBO5 Indice Phénols Indice Hydrocarbures (C5-C10 et C10-C40) Hydrocarbures aromatiques (BTEX : Benzène, Toluène, Éthylbenzène, o-Xylène, m-Xylène, p-Xylène) ; MTBE (méthyl tertio butyl éther) Autres substances pertinentes, mises en œuvre dans le cadre des activités des installations Autres substances, susceptibles d'être issues de la dégradation des substances précitées ou identifiées par le diagnostic approfondi du sous-sol en date du 8 juin 2007 [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 25/03/2024, l'exploitant a transmis le rapport annuel de suivi des eaux souterraines pour l'année 2023 réalisé par la société TERE0. Deux campagnes de mesures ont été réalisées sur l'année, en mars et en septembre ; la fréquence semestrielle est respectée. Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres listés dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les résultats de ces campagnes ont été renseignés sur l'application GIDAF.</p> <p>Le rapport conclut que les résultats de ces campagnes ont mis en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'absence d'impact significatif en hydrocarbures en 2023 au droit du dépôt est ;</li> <li>- des résultats analytiques dépassant les valeurs de comparaison au niveau du dépôt ouest (<i>impacts en HCT C10-C40 au sein de Pu2 en mars et septembre 2023, impacts en benzène au droit de Pz1_ouest, Pz7_ouest et Pu2 en mars 2023 et au droit de Pz7_ouest et Pu2 en septembre 2023</i>).</li> </ul> <p>Il n'est pas prévu d'évolution de la surveillance des eaux souterraines.</p> <p><b>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Rejets aqueux - respect des VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5. )

Paramètres	Périodicité	Concentration maximale (mg/l)
DCO	semestrielle	120
DBO5	semestrielle	30
MEST (matières en suspension totale)	semestrielle	35
Indice Hydrocarbures	semestrielle	10
Azote global	semestrielle	30

Constats :

Par courriel du 25/03/2024, l'exploitant a transmis le rapport annuel de suivi des eaux superficielles pour l'année 2023 réalisé par la société TERE0. Des analyses ont été réalisées sur les eaux superficielles des dépôts Est et Ouest en mars, juin, septembre et décembre 2023 ; la fréquence trimestrielle est respectée. Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres listés dans l'arrêté préfectoral.

Les résultats mettent en évidence un dépassement en hydrocarbures au sein du décanteur du dépôt Ouest en juin 2023 (10,8 mg/l pour une valeur limite à 10 mg/l). Le rapport précise que des dépassements récurrents en hydrocarbures sont constatés au niveau de ce point de rejet depuis juin 2020 (juin 2020, septembre 2020, mars 2021, juin 2021, décembre 2021, mars 2022, juin 2023).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'un entretien important du décanteur et des réseaux a été réalisé début 2022 en réponse à cette problématique. Il n'a pas été en mesure d'expliquer le dépassement constaté en juin 2023.

**[PdC n°24] Des dépassements récurrents en hydrocarbures sont constatés au niveau du décanteur Ouest depuis juin 2020.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°24] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des

actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 25 : Entretien des réseaux de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositifs de récupération des eaux usagées et égouttures (fosses, réseau, installations de traitement...) sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification exhaustive périodique a minima tous les trois ans. Les conclusions et actions correctives menées sont consignées dans un rapport tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le détail du curage réalisé par la société SOA en date du 23/06/2023 incluant les reseaux de collecte. Il indique qu'il n'est pas réalisé de vérification du bon état du réseau.  <b>[PdC n°25] Les dispositifs de récupération des eaux usagées et égouttures ne font pas l'objet d'une vérification exhaustive tous les trois ans.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 26 : Entretien des séparateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositifs d'épuration interne (débourbeurs et décanteurs séparateurs) font l'objet d'entretiens (vidanges et/ou écrémages) a minima semestriellement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté la commande de la société SOA pour le dernier curage du décanteur, qui a été réalisée le 23/06/2023. Il indique que cette opération est réalisée une fois par an.

a été réalisée le 23/06/2023. Il indique que cette opération est réalisée une fois par an.
<b>[PdC n°26] La fréquence d'entretien (vidange et/ou écrémage) des décanteurs définie dans l'arrêté préfectoral n'est pas respectée.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 27 : Isolement des réseaux de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>
Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande.
<b>Constats :</b>
Lors de la visite d'inspection, il a été constaté sur site la présence d'une vanne d'isolement sur le dépôt Ouest, à proximité du decanteur. Un test de bon fonctionnement de la vanne par détection hydrocarbure liquide au niveau du decanteur a été réalisé. Il a été constaté visuellement la fermeture de la vanne. Le test est concluant.
<b>Pas de non respect des prescriptions constaté.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 28 : Présence de produit absorbants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
Chaque aire de chargement ou déchargement dispose d'une réserve de sable ou de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 200 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des



endroits visibles et facilement accessibles et protégée par un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le sable ou le produit absorbant des intempéries.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un bac avec couvercle contenant des produits absorbants (sable et rouleau absorbant) au niveau du poste de chargement.  <b>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 29 : Gestion des incidents - Identification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5, modifié é par l'arrêté ministériel du 28/02/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS - gestion des incidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.  <i>Nota : La gestion des anomalies et défaillances des MMR est également encadrée par l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 août 2017.</i>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la procédure P.J04.01 de traitement des événements hygiène-sécurité-environnement-qualité (révision d'avril 2023). Elle définit les responsabilités des différents acteurs pour le traitement et l'analyse des événements. Le suivi est réalisé via l'outil Themis pour l'ensemble des événements (niveaux 1 à 5 de la matrice de gravité HSE ou qualité). D'après la procédure, une analyse est réalisée systématiquement (succinte ou plus élaborée en fonction de la gravité). L'exploitant a présenté la liste des événements HSE survenus en 2023, avec le niveau de gravité associé et les actions mises en place.

D'après la matrice de gravité pour le traitement des événements HSE, les dysfonctionnements des organes de sécurité (incluant les MMR) sont pris en compte.

Il n'a pas été identifié de défaillance ou anomalie sur les MMR en 2023.

A noter qu'il avait été constaté lors de la visite d'inspection du 07/05/2020 le non fonctionnement de l'alarme sonore et visuelle au bureau d'exploitation lors de la détection hydrocarbures gaz pomperie «pompe 20/21». Ce dysfonctionnement n'est pas repris dans la notice de réexamen de l'étude de dangers transmise à l'inspection des installations classées qui indique qu'aucun événement accidentel mettant en jeu le dysfonctionnement des MMR n'a eu lieu sur le site depuis la dernière étude de dangers.

**[PdC n°29] L'exploitant doit s'assurer du recensement et de l'analyse de l'ensemble des anomalies et défaillances des MMR, qui doit être présenté dans le cadre du réexamen de l'étude de dangers.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°29] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 30 : Gestion des incidents - Hiérarchisation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/03/2014, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS - gestion des incidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

**Constats :**

La procédure de traitement des événements prévoit la communication auprès de la DREAL (et autres parties concernées) pour les événements HSE ayant un niveau de gravité 3 ou plus. La matrice de gravité pour le traitement des événements HSE a été présenté lors de la visite d'inspection. Elle fixe des critères suivant la nature des conséquences (humaine, environnement, matériel/incendie) permettant d'établir le niveau de gravité associé.

<p>Cette matrice ne reprend pas l'ensemble des critères de l'évaluation des accidents potentiellement majeurs selon la méthodologie DGPR pour la distinction des accident (par exemple, il n'est pas identifié de critères pour les dommages matériels), ce qui ne permet pas de s'assurer que tous les accidents au sens de la méthodologie nationale soient bien identifiés et fassent, notamment, l'objet d'une communication à l'inspection.</p> <p><b>[PdC n°30] La procédure mise en place par l'exploitant ne permet pas d'assurer l'identification de tous les accidents au sens de la méthodologie nationale.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°30] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

**N° 31 : Test d'équipement de sécurité - NH/NTH du bac 32**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.8.13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test d'équipement de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Prescription confidentielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, un test du bon fonctionnement du niveau haut (NH) et du niveau très haut (NTH) du réservoir 32 a été réalisé. Le test est concluant (détails dans la partie confidentielle du présent rapport).</p> <p><b>Pas de non respect des prescriptions constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 32 : Test d'équipement de sécurité - AU PCC**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test d'équipement de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Prescription confidentielle.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, un test du bon fonctionnement de l'arrêt d'urgence PCC et de la mise en œuvre des asservissements associés a été réalisé avec un déclenchement au niveau du bureau d'exploitation. Le test est concluant (détails dans la partie confidentielle du présent rapport).</p> <p><b>Pas de non respect des prescriptions constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées : Sans suite</b></p>